

retraite au Cap-Breton ont droit à une certaine considération dans cette situation. Le ministre de la Justice ou le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration devraient être en mesure de dire si des hommes doivent être mis obligatoirement à la retraite à l'âge de 60 ans.

LES CÉRÉALES

LA QUANTITÉ DE CÉRÉALES SÉCHÉES

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Pourrais-je poser une question au ministre de l'Agriculture? A-t-il terminé la comparaison de ses notes avec le ministre de l'Industrie et du Commerce? Peut-il maintenant donner à la Chambre un rapport plus complet sur la quantité de céréales séchées dans les fermes, aux silos régionaux et aux terminus ainsi que la quantité prévue de céréales qu'il reste à sécher?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, il me faudra une minute et demie pour fournir ces renseignements. Ils font partie des précisions que j'ai données précédemment. Il est très difficile d'obtenir de tels chiffres. Nous croyons qu'il y a dans les Prairies quelque 3,468 séchoirs, d'une capacité de 4,994,000 boisseaux par jour.

Les conditions atmosphériques du mois de février n'ont pas été propices au séchage. On estimait à environ 60 millions le nombre de boisseaux séchés dans les fermes avant le 1^{er} mars. Et l'on jugeait que 193 millions de boisseaux restaient à sécher à cette date. Si ces 3,468 séchoirs à grain étaient utilisés à 60 p. 100 de leur rendement maximal, calculait-on, il faudrait probablement sept ou huit semaines pour sécher le reste du grain humide dans les fermes.

Les chiffres sont plus précis pour le grain séché dans les terminus. J'ai déjà cité certaines statistiques à ce sujet. Je peux en mentionner d'autres, car les données sont ici assez précises.

M. Benjamin: Le ministre pourrait peut-être demander à déposer toutes ces statistiques afin de les consigner au hansard. Nous pourrions tous les consulter plus facilement.

M. A. C. Cadieu (Meadow Lake): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il l'intention d'assister à des réunions que tiendra le comité de l'agriculture dans l'Ouest du Canada pendant les vacances de Pâques, afin de se rendre compte de la gravité réelle de la situation, surtout maintenant que l'on a annoncé le versement final pour le blé?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture a déjà conscience de la gravité de la situation.

M. Benjamin: Une autre question supplémentaire. Puis-je demander au ministre si les chiffres qu'il a donnés comprennent une évaluation des céréales qui se sont desséchées dans les silos régionaux?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, le chiffre que j'ai donné était celui de la quantité de céréales qui s'étaient desséchées partout sauf dans les terminus régionaux.

[Français]

LES AÉROPORTS

MONTRÉAL—RADIO-CANADA ET LA DÉCISION

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désirais poser une question supplémentaire tout à l'heure, mais la question principale a été posée il y a déjà 25 minutes. Je poserai tout de même ma question maintenant à l'honorable secrétaire d'État.

La Société Radio-Canada était-elle déjà au courant de la décision prise par le cabinet jeudi dernier?

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Je suis absolument incapable de donner ce renseignement, monsieur le président. Il faudrait que je m'informe moi-même.

[Traduction]

LA RADIO-TÉLÉDIFFUSION

LES DIRECTIVES SUR LA PROPRIÉTÉ ÉTRANGÈRE

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État, et elle se rattache, je suppose, avec celle que l'on vient de poser. Étant donné l'importance que revêt cette question pour les organes de radiodiffusion, le secrétaire d'État pourrait-il nous dire s'il a l'intention de fournir des bandes enregistrées de la déclaration relative à la nouvelle directive qui porte sur la limitation de la propriété étrangère d'installations de radiodiffusion au Canada, ou va-t-il s'en tenir au genre de communiqué démodé qu'ont reçu aujourd'hui tous les députés?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, je crois que les directives ont été données de façon régulière. Elles étaient annoncées depuis très longtemps et je dois avouer que la publicité en a été faite pendant mon absence du pays.

Mais si l'honorable député de Brandon-Souris se trouve renseigné de façon trop imparfaite ou imprécise, je puis certainement lui faire parvenir le texte des directives, ou même le déposer à la Chambre.